

LA SOURCE

N°070 du 18 janvier 2010 - Prix: 300F - Site: www.nigerdiaspora.info

Hebdomadaire nigérien de Réflexions, d'Analyse et d'Informations Générales BP: 5320 Niamey Niger Tel: (00227)-96.53.95.77

La proposition du Médiateur Aboubacar Abdoul Salami

Est - ce une bouée de sauvetage ?

Editorial

Après tout, le Niger survivra à l'imposture. On peut tromper un groupe aussi longtemps que durera le manège, mais divertir un peuple est pratiquement impossible. Depuis que l'incompréhension s'est installée dans la famille politique nigérienne, certains citoyens ont vite fait de mettre leur intelligence au service des politiques. Ils sont nombreux dans les deux camps antagonistes qui se heurtent de façon parfois déloyale dans le seul dessein de fragiliser le processus d'u retour à la sérénité. S'estimant perdants ou du moins non représentatifs dans un quelconque compromis, les deux noyaux durs, opportunément engagés dans la crise, voient l'issue de se tailler un privilège se rétrécir. Puisque, dans un tel consensus à valeur purement politique, seules les personnes issues des formations politiques sont représentatives. Triste sort pour ceux qui ont tronqué leurs idéaux pour s'abimer dans un jeu pour le moins "politiquement incorrect".

A méditer !!!

Amani Mounkaila

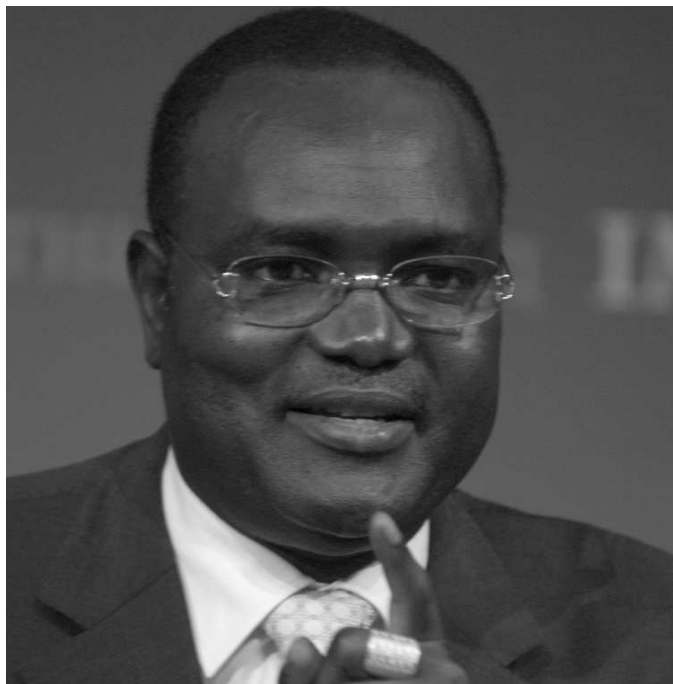
La voie de la raison se dessine à l'horizon, pourvu qu'un mauvais sort ne vienne s'y mêler. En effet, le médiateur de la CEDEAO, le Général Aboubacar Abdoul salami a soumis sa proposition de sortie de crise au MDDR et à la CFDR pour observation. Si elle passe, les deux camps pourront taire définitivement leurs différends et envisager ensemble, une transition qui aboutira aux élections libres et transparentes. Pour satisfaire tout le monde, la taille de la nouvelle Assemblée Nationale sera revue à la hausse avec exceptionnellement des fauteuils octroyés à la CFDR. Quant au gouvernement de transition, il sera conduit par un technocrate neutre, estime t-on.

En attendant, il faut prendre en charge, les tentatives de sabotages et autres divertissements, qui seront mis en contribution par les caciques des deux bords. Toutefois, ces forces rétrogrades peuvent fragiliser un dialogue, mais ne pourrons stopper le cours de l'histoire. Au moment où les autres s'activent à donner une image acceptable de leur pays, les politiciens nigériens s'entredéchirent devant une population impatiente et prise en otage

100 jours à la Primature

Ali Badjo Gamatié semble donner l'eau au moulin

P3



Convention Démocratique et Sociale (CDS-Rahama)

Jusqu'à quand durera le vide chez les verts

Déclaration de presse

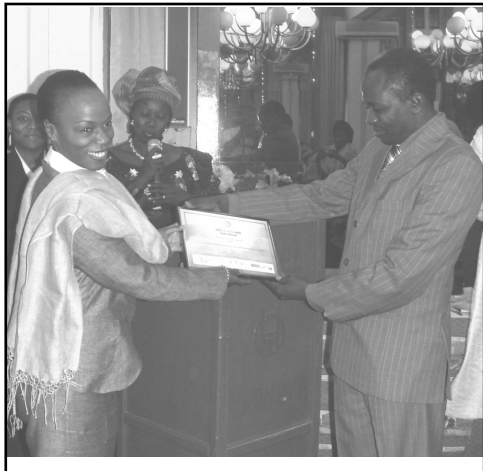
C.C.I.D-Lilwal demande la formation d'un gouvernement de la refondation

La santé du Président du Nigeria

Umaru Yar'Adua, un Président en sursis

Forum SEED et Cérémonie de remise de prix La récompense d'un savoir faire

Le lauréat d'or 2009 revient à GVDsa (Gestion et valorisation de déchets) ALMODA, une jeune entreprise Nigérienne qui évolue dans le domaine de l'environnement et de l'énergie. La remise de cette grande distinction s'est déroulée le 12 janvier dernier à l'hôtel Gaweys de Niamey sous le patronage



La Coordinatrice du Système des Nations Unies par intérim, remettant le prix Moussa Dogo Ali

du ministre en charge de l'environnement Mr Issoufou Baco, de la représentante résidente du PNUD au Niger. Plusieurs interventions ont marqué le clou de la cérémonie a débuté avec les mots de bienvenue du président de la Communauté urbaine de Niamey, Mr K. Aboubacar Salifou Dia, suivie du discours de la Coordinatrice du système de Nations Unies par intérim pour encourager la GVD et sa nouvelle approche dénommée ALMODA. Pour justifier le choix en 2009 de cette entre-

prise par l'initiative SEED, la représentante de ladite initiative Amélie Heuer a rappelé que SEED, créer un environnement favorable pour développer au niveau local les partenariats entre entrepreneurs sociaux et environnementaux. Créée en 2002, par le PNUD, le PNUE et l'International union for conservation of nature, SEED contribue à atteindre les objectifs fixés dans la déclaration du millénaire des Nations Unies et les engagements pris au Sommet mondial de Johannesburg sur le Développement durable. L'initiative est financée aussi par certains gouvernements dont celui de l'Inde, de l'Allemagne, des Pays-Bas, de la Norvège, d'Afrique du Sud, d'Espagne, du Royaume-Uni et des États-Unis. Le choix de GVD est une récompense des efforts d'une innovation sous le label d'ALMODA.

Outre les caractères promoteur et innovateur de la jeune entreprise, son modèle économique incorpore les aspects sociaux et environnementaux. Cette distinction ouvre la voie à ALMODA pour atteindre son objectif, dont la promotion de diffusion d'une nouvelle approche non onéreuse dans le mode de gestion des déchets. ALMODA indique son directeur Moussa Dogo Ali " est une conceptualisation plus claire sous-tendue par des technologies appropriées et des stratégies d'application pratiques nécessaires pour créer des synergies entre les capacités propres des communes et ses acteurs locaux de gestion des déchets.

Zain-Niger opte pour la technologie avancée Zap, une transaction financière par téléphone

Le vendredi 8 janvier 2010, l'opérateur de téléphonie mobile Zain Niger et Ecobank ont lancé à l'hôtel Sahel de Niamey, un nouveau service par téléphone, dénommé Zap. Cette innovation dans le système de communication va désormais permettre aux utilisateurs de Zain Niger, d'effectuer des opérations bancaires via leur téléphone. Pour M. JOSEPH GOUBA, Directeur Général par intérim de Zain Niger, " le service Zap est un tournant décisif et une révolution dans le secteur de la téléphonie mobile dans notre pays car, il permettra aux utilisateurs d'enrichir les fonctionnalités de leur numéro Zain et d'en faire un porte-monnaie électronique ".

Le but de ce défi technologique est de proposer un nouveau service aux populations, il permet aux utilisateurs : L'envoi et la réception d'argent aux amis et familles, partout au Niger ; le retrait d'argent ; le paiement des factures ou des salaires ; le paiement d'achats de produits et services divers tels que les produits alimentaires, le carburant ; le transfert d'argent d'un compte bancaire vers le téléphone ou du téléphone vers le compte bancaire ; la recharge du crédit téléphonique ou celui d'un tiers.

Pour accéder au service Zap, les abonnés Zain peuvent s'inscrire gratuitement en remplissant un formulaire auprès des agences Zain ou Ecobank-Zain. Zap garantit la sécurité et la flexibilité des

transactions financières. Un mot de passe est octroyé pour chacune des transactions. Ainsi le service est opérationnel 24h sur 24h, 7 jours/7 à partir de



Le présent ation du service Zap par les responsables de Zain et Ecobank

son téléphone mobile. Il faut le rappeler, le service Zap est accessible à tous et ne requiert pas nécessairement l'ouverture d'un compte bancaire. Pour le Directeur de l'Ecobank, toutes les garanties de sécurisation ont été testées avant le lancement de ce produit innovant. Pour le responsable commerciale, l'opérateur de téléphonie mobile Zain Niger démontre une fois encore son engagement à apporter produits et services innovants et adaptés aux besoins de ses chers clients tout en contribuant au développement économique du Niger.

Amani Mounkaïla

La scolarisation Le désastre éducatif africain

Alors que les jeunes se débattent avec leurs examens de fin d'études secondaires, les adultes se souviennent de leurs propres expériences. Les grands-parents et même les arrière-grands-parents, ont vécu la même expérience, malgré les années qui les séparent. Les contenus disciplinaires pourraient être différents, mais les méthodes fondamentales sont pratiquement les mêmes. Comment est-ce possible quand le monde qui nous entoure a changé de manière spectaculaire au cours des 100 dernières années? En 1908, Henry Ford introduisit le modèle T, vendu à 825 \$, pour le marché américain. Grâce à une technologie améliorée et les techniques de production de masse, il réussit à baisser le prix régulièrement. En 1916, la voiture Touring basique coûtait 360 \$. Il vendit 472,00 exemplaires cette année-là. Comment a-t-il atteint cet objectif de rendre l'automobile accessible aux gens ordinaires? En refusant d'ajouter les extras augmentant le coût. Un de ses slogans était : "Vous pouvez avoir n'importe quelle couleur que vous aimez tant qu'elle est noire". Ce n'est que lorsque la variété croissante des caractéristiques et de couleurs qu'offrent ses concurrents a commencé à éroder sérieusement les ventes de Ford que celui-ci a accepté d'introduire les changements que nous voyons encore dans les voitures actuelles. La scolarisation dans le monde entier est restée bloquée dans le mode de production de masse du modèle T d'Henry Ford. Les critiques utilisent le terme de " machine à saucisse " pour décrire la scolarisation. La raison est le manque de choix, comme pour les couleurs que Henry Ford proposait à ses clients. Les jeunes sont les otages de technocrates. Les parents exercent très peu d'influence sur ce que leurs enfants reçoivent comme enseignement ou la façon dont le succès ou l'échec du processus est mesuré. Le mieux qu'ils puissent faire est de scolariser leurs enfants dans les écoles où ils sont bien traités et où les enseignants tentent d'enseigner aux élèves quelque chose de valeur. Les enfants ne sont pas des objets pour le modelage et l'uniformité qui ont initialement fait leurs preuves dans la fabrique du modèle T de Ford. Chaque enfant est unique et non transformable en un individu standard. Un système devrait être mis en place qui permet à chaque jeune personne de se développer en fonction de tout son potentiel. Certains jeunes ne peuvent pas mémoriser l'information, se concentrer sur les mots, faire de l'arithmétique, ou passer des examens. Toutefois, ils pourraient être au-dessus de la moyenne en sport ou en musique, en menuiserie, en cuisine, ou quoi que ce soit de manuel et cent une autres choses absentes du programme de baccalauréat. Les compétences dont ils sont dotés le plus sont très demandées dans le reste du monde, mais pas au sein des limites étroites de la classe. Les étudiants sont forcés de s'adapter à l'école. Or, c'est l'école qui devrait être contraint de s'adapter aux élèves. Entre 1880 et 1920, les derniers bastions de la scolarisation orientée par la demande, le Royaume-Uni et les États-Unis, sont tombés sous les assauts de la législation publique. Une législation qui a introduit le " nouveau modèle " de la manière dont les enfants doivent être éduqués pour s'assurer que tous les jeunes reçoivent une bonne éducation. Cent ans et quelques années plus tard, ce " modèle " a fait l'objet de nombreuses commissions d'enquête, de recherches et d'études, toutes vouées à l'échec parce que leur point de départ reste fixé : la non-remise en cause de la domination de l'État dans le processus. Partout des pédagogues sont nommés pour découvrir les raisons de l'échec. Quel pédagogue sensé admettrait que la solution à l'échec de l'éducation est

de libérer les jeunes esprits captifs pour qu'ils choisissent pour eux-mêmes, avec les conseils de leurs parents, quoi, quand et comment apprendre, et choisir leurs propres enseignants? D'un autre côté, les enseignants des écoles publiques sont devenus aussi captifs. Ils ont oublié leur droit de refuser l'admission dans leurs salles de classe aux jeunes perturbateurs qui n'ont aucune intention d'apprendre. Les alternatives au système scolaire actuel n'existent pas, parce qu'elles n'ont pas été autorisées à émerger. Les jeunes ne peuvent sortir d'une école demain et trouver immédiatement une solution de rechange d'apprentissage mise en place pour les accueillir. Une fois qu'une demande est identifiée, les établissements d'enseignement s'occupent de jeunes souhaitant se spécialiser dans les mathématiques, le football, la science, le golf, la musique, le cricket, la technologie informatique, la cuisine, l'investissement, le théâtre, l'ingénierie, la médecine, le design, le massage et une myriade d'autres compétences émergeraient pour fournir toute la formation nécessaire. Qu'en est-il du programme? Un programme obligatoire est un mécanisme qui empêche les jeunes d'apprendre volontairement ce qui les intéresse le plus, et ce pourquoi ils sont individuellement les plus aptes à apprendre. Les enfants consacrent volontairement des heures de leur temps à l'acquisition intensive de connaissances et de compétences quand ils ne sont pas obligés de le faire. L'idée selon laquelle les jeunes préfèrent ne rien faire de constructif, s'ils ne sont pas dirigés, est fautive. Ce qui est vrai c'est qu'ils se rebellent quand ils sont poussés à faire ce qu'ils ne considèrent pas être dans leur propre intérêt. En mettant en phase des élèves qui acquièrent connaissances et compétences qui les intéressent, avec des enseignants ou des formateurs qui sont en concurrence avec d'autres dans le domaine de la jeunesse, vous avez une recette pour le succès. D'un autre côté, en contraignant des jeunes gens à étudier des matières auxquelles ils ne portent aucun intérêt, encadrés par des enseignants qui agissent en tant que géoliers, vous avez une recette pour un désastre éducatif. L'éducation orientée par la demande peut être facilement instituée. Que les contribuables paient pour la scolarisation des enfants dont les parents sont incapables de payer les frais de scolarité ne signifie pas pour autant que le gouvernement doive gérer les écoles. Les contribuables peuvent tout aussi facilement payer pour les frais de scolarité offerte par les établissements d'enseignement privés qui sont en concurrence. La tâche première et la plus difficile qui nous attend est de persuader les politiciens et les éducateurs de libérer tous les enfants captifs de sorte qu'ils puissent acquérir, avec l'aide des contribuables, si nécessaire, et les conseils de leurs parents, les compétences et les connaissances qui conviennent le mieux à leurs talents individuels et à leurs capacités. La seconde, est de supprimer la législation qui empêche les entrepreneurs concurrents de créer l'environnement d'apprentissage et les installations qui satisfont la demande des jeunes clients assoiffés de savoir. Le besoin de changement est pressant. Les environnements d'apprentissage inappropriés anéantissent les vies de millions de jeunes du monde entier. La scolarité obligatoire, et tous les droits acquis qu'elle a engendrée, doit apprendre à faire de la place pour l'apprentissage volontaire. Eustace Davie est directeur de la Free Market Foundation en Afrique du Sud.

Cet article a été publié originellement en anglais par AfricanExecutive.com.

Publié en collaboration avec UnMondeLibre.org

c

100 jours à la Primature

Ali Badjo Gamatié semble donner l'eau au moulin

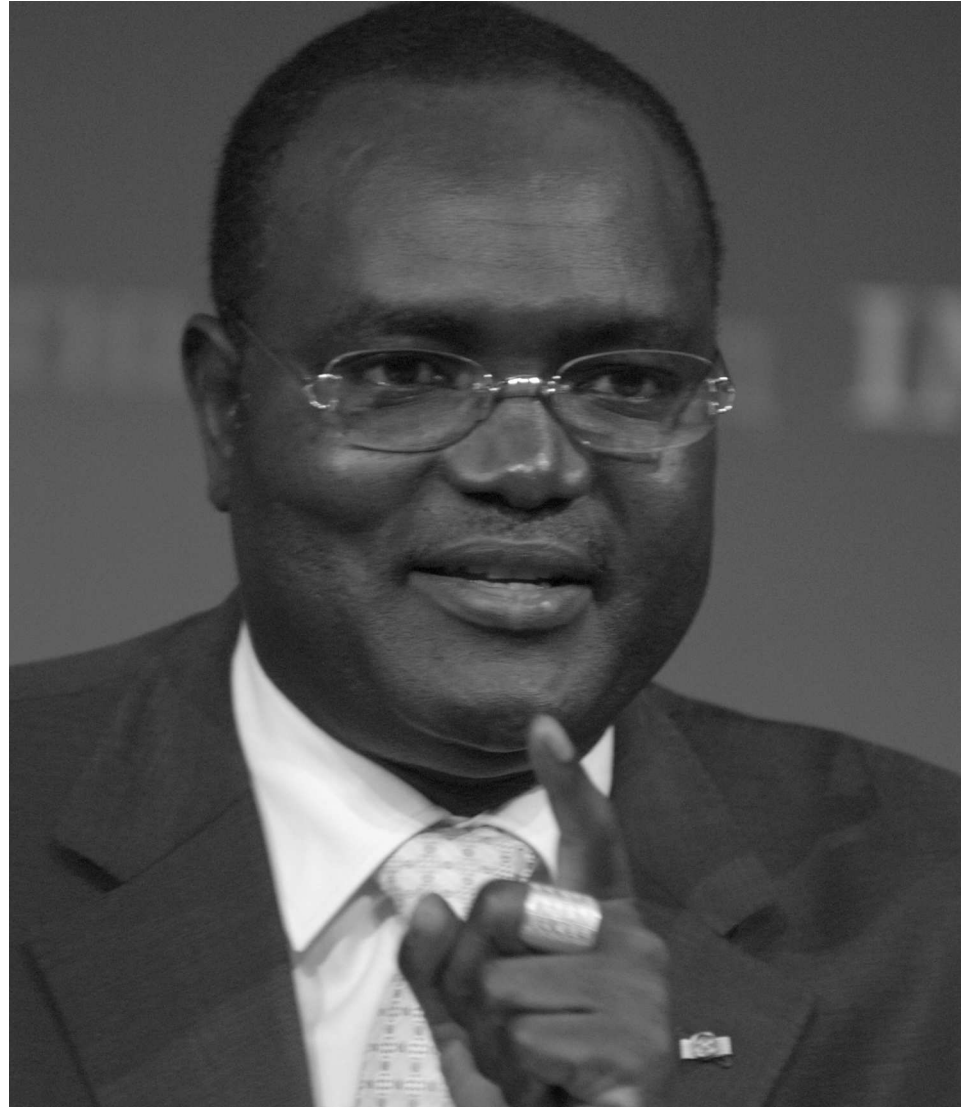
Le Premier ministre Ali Badjo Gamatié a bouclé les 100 jours à la tête du deuxième gouvernement de la sixième république, le mardi 12 janvier dernier. A cette occasion, il a animé une conférence de presse au cours de laquelle il s'est livré à la périlleuse gymnastique intellectuelle sur des questions d'intérêt général. Tout en mettant l'accent sur l'avenir économique du Niger dans le contexte de la refondation, M. Badjo Gamatié a abordé la question du dialogue politique. Selon lui, le gouvernement a fait l'essentiel pour que les Nigériens puissent se retrouver et débattre de leurs différends. C'est la raison qui a conduit son gouvernement à suspendre les procédures judiciaires à l'encontre des personnalités politiques inquiétées. Il a demandé de revivifier le dialogue au sein du CNDP pour permettre à tous les politiciens d'apporter leur contribution à l'effort de construction du Niger. Il a, au passage salué le travail du médiateur, le général Abdoul Salami.

Cependant, le Premier ministre déplore le communiqué dit de la CEDEAO qui d'ailleurs est considérée comme une ingérence flagrante dans les affaires internes d'un pays.

De ses 100 jours, il faut noter que depuis le 2 octobre 2009, le technocrate et ancien ministre de finance nommé à la tête du gouvernement pour apporter un sang neuf, à un pouvoir traversé par des querelles politiciennes. On peut estimer que ce parcours à l'allure d'un défi augure de beau

jours. Au lendemain de sa nomination, les spéculations de tous

genres sur la capacité réelle de celui-ci était au centre de tous les débats. Pour, les sceptiques, cette nomination n'est pas oppor-



Le Premier ministre Ali Badjo Gamatié

ture au vue du contexte politique du moment, car ne prend en

compte les réalités de l'heure. Selon, certains, il faut plus d'un technocrate pour trouver la réponse appropriée, nécessairement l'apport d'un politicien sera la

bienvenue. Pour les analystes, c'est une chance énorme d'avoir placé un technocrate n'ayant aucune attache politique. Outre cet atout, on peut compter avec sa connaissance des labyrinthes financiers internationaux et des meandres de la diplomatie.

Il est trop tôt de faire le point sur les 100 jours testes de Ali Badjo Gamatié, il faut donner " le temps au temps " pour juger, bien que les Nigériens n'ont plus le temps pour attendre.

Cependant, cette première expérience de Gamatié se prêtant aux questions des journalistes, semble bien répondre aux préoccupations des populations.

Aujourd'hui, même si, la motivation du choix de Gamatié à la tête du gouvernement par le Président de la République reste méconnue du grand public, on peut croire sur sa volonté à conduire un programme novateur pour le Niger. Toutefois, l'avenir du dialogue politique inter nigérien déterminera son maintien à la tête du gouvernement.

Avec la proposition du médiateur de la CEDEAO relative au choix d'un Premier ministre au profil d'un technocrate neutre, le maintien de gamatié peut être envisageable.

Amani Mounkaïla

Déclaration de presse

C.C.I.D-Lilwal demande la formation d'un gouvernement de la refondation

Le jeudi 7 janvier 2010, le Collectif de Citoyens Indépendants pour le Développement (C.C.I.D- Lilwal) a rendu publique une déclaration de presse sur la situation socio-politique du Niger. Après avoir présenté les meilleurs vœux au peuple, le C.C.I.D- Lilwal a vivement salué la maturité d'esprit des nigériens pour ce choix républicain qui a abouti à la refondation. La constitution de 18 août 2009 est une belle illustration de cette volonté. Pour le collectif, l'objectif de ce courage républicain est la mise en œuvre urgente de politiques hardies en matière d'amélioration de la productivité agricole et pastorale, d'accès à une éducation de qualité, aux soins de santé primaire, à l'eau potable, à l'électricité, aux infrastructures routières adéquates et la lutte contre le chômage des jeunes en milieu urbain et rural. Selon le collectif, " les attentes du peuple et de sa jeunesse en matière d'amélioration des conditions de vie, ne peuvent s'accommoder ni avec les at-

moissements inutiles ni avec des discussions puériles et stériles avec les



Les responsables C.C.I.D- Lilwa

même acteurs qui portent sur leurs épaules la responsabilité de la paupérisation des masses laborieuses de notre pays ". Le Collectif de Citoyens Indépendants lance un

appel au Président de la République, Tandja Mamadou pour la formation rapide d'un gouvernement de la refondation restreint d'au plus dix huit portefeuilles ministériels, histoire de réduire le train de vie de l'Etat. Il remercie les efforts du médiateur de la CEDEAO Son Excellence Abdous salami Aboubacar pour sa sagesse et invite les nigériens qui restent encore à la traîne à rejoindre le bateau de la 6ème République afin de tourner définitivement la page des querelles politiciennes pour un Niger radieux. Cependant, le collectif de Citoyens Indépendants pour le Développement (C.C.I.D- Lilwal) dénonce certaines anomalies qui ont malheureusement entaché les élections législatives du 20 Octobre 2009 (fraudes, intimidations et autres achats de conscience mis en œuvre par les partis politiques). Enfin demande au peuple nigérien de se tenir la main pour sortir le pays des difficultés qui l'assaillent.

LA SOURCE

Bimensuel de Reflexions, d'Analyse et d'informations

Directeur de Publication

Amani Mounkaïla

Siège : Academie des Arts

BP: 5320 Niamey Niger

Tel: (227) 96.53.95.77

Email : amanimb9@yahoo.fr

Comité de Rédaction

Amani Mounkaïla

Hamani Diaouga

Djimaraou Nayoussa Dit Magie

Alpha Ibrahim

Impression

NTI

Tél. 20 73 92 18

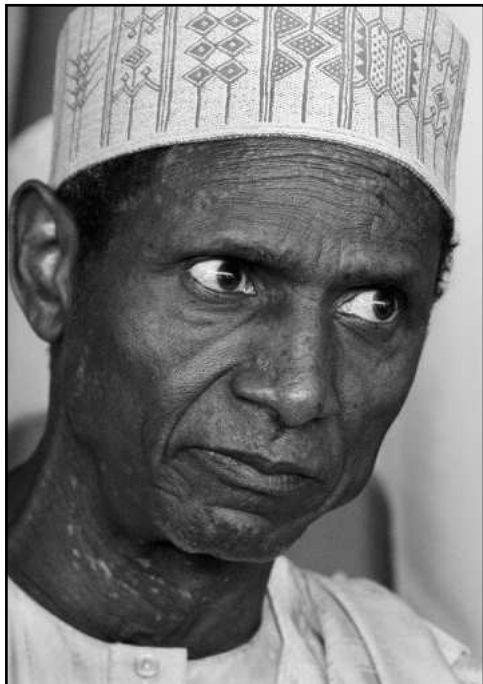
Tirage

1000 ex

Situation politico médicale

Umaru Yar'Adua, un Président en sursis

"Je vais mieux grâce au traitement (...) J'espère qu'il y aura bientôt d'énormes progrès qui me permettront de rentrer chez moi", a affirmé M. Yar'Adua. En



Le Président Umaru Yar'Adua

donnant signe de vie sur les ondes de la BBC, le président Umaru Yar'Adua voulait couper cours aux spéculations sur son état de santé et l'inquiétude des nigériens en les assurant qu'il allait "mieux". C'est apparemment peine perdue pour le président et ses partisans puisque depuis le mercredi dernier la cour constitutionnelle Nigérienne a autorisé le vice président Goodluck Jonathan a assumé l'intérim du président Yar Adua, afin de mettre un terme au vide institutionnelle et vaquer les affaires courantes. ce qui vient peut être soulager les populations qui apprécient mal l'interview accordé à BBC le président deus Djeddah où il est hospitalisé.

Cette sortie que certains nigériens qualifient de mise en scène a jeté un doute au sein de la population. D'autres sont allés jusqu'à dire que l'homme qui a parlé n'était peut-être pas le président. Et que personne ne l'a vu à ce jour depuis son départ en catastrophe pour Jeddah. En effet, depuis son évacuation précipitée vers un hôpital saoudien, fin novembre et le silence qui s'en est suivi, les Nigériens ne comprennent pas pour-

quoi, le gouvernement continu à maintenir délibérément l'opinion nationale et internationale dans le doute. Ils se demandent aussi pourquoi le gouvernement a attendu qu'un débat sur la question de la santé du Président soit envisagé par les deux chambres du parlement pour qu'il s'empresse à donner signe de vie sur les ondes de la BBC. Ces questions sans réponses ont poussé l'opposition à demander le départ du président Umaru Yar'Adua. Pour le prix Nobel de littérature Wolé Soyinka, qui a réussi à rassembler devant l'Assemblée nationale à Abuja quelque 2.000 personnes, c'est l'occasion pour protester contre la paralysie à la tête de l'Etat en scandant: "Umaru où es-tu?". Pour les medias Nigériens, c'est la frustration générale, ils ne comprennent pas pourquoi, le gouvernement a choisi un média étranger pour s'adresser à ses compatriotes. "C'est honteux et dénote une absence totale de respect pour les Nigériens", a estimé Lai Mohamed, le porte-parole d'Action Congress, le principal parti d'opposition.

Mais l'absence de Yar'Adua soulève une problématique essentielle, la question de la paix. La peur de la résurgence de la violence dans le Delta du Niger est grande. La pacification de cette zone pétrolière vitale pour les finances du pays, avait commencé fin 2009 grâce à une amnistie offerte aux groupes armés par le président. Son absence risque, selon plusieurs analystes, de tout remettre en cause car le processus d'amnistie est actuellement au point mort et la grogne monte parmi les mouvements qui avaient accepté l'offre. Les Nigériens se demandent aussi pourquoi, le président Yar'Adua, un "habitué" des absences médicales depuis son élection en avril 2007, n'a-t-il pas délégué ses pouvoirs au vice-président Goodluck Jonathan. Dans l'attente d'un hypothétique retour, des tractations feutrées mais tendues entre chrétiens du sud et musulmans du nord ont lieu pour le partage équilibré du pouvoir et dans l'optique de l'"après Yar'Adua".

Qui est le président Umaru Yar'Adua

C'est un père de six enfants qui affectionne les amples boubous blancs, il est depuis quelques temps au centre de toutes les interrogations, voire les déceptions. Surnommé "Baba go slow" (Papa va doucement) par le plus grand quotidien nigérien, The Guardian. Il est selon les analystes dans l'ombre d'Obasanjo, Umaru Yar'Adua. Il l'a été aussi longtemps dans celle de son grand frère, le général Shehu Musa Yar'Adua, numéro deux de M. Obasanjo quand le "général-président" dirigeait une junte militaire de 1976 à 1979. En 1995, le général Yar'Adua est jeté en prison, tout comme M. Obasanjo, par le général Sani

Abacha, et meurt en détention, à 54 ans. Chimiste de formation, Umaru reprend le flambeau familial et se lance en politique, poussé par Obasanjo et son épouse Turai qui rêvait déjà d'un destin national pour son mari. C'est un model pour l'Afrique, il est l'un des rares gouverneurs à ne pas avoir été épinglés par la redoutable Commission anticorruption nationale (EFCC). Il conquiert l'Etat de Katsina en 1999 au moment où Obasanjo revient à la présidence, démocratiquement et en civil. Le 21 avril 2007, Umaru Yar'Adua devient officiellement président du Nigeria

Téléphonie mobile Zain Niger Et, Zap règle le reste

Le jeudi 14 janvier 2010, le leader des téléphonies mobile Zain-Niger en partenariat avec la banque panafricaine Ecobank, a procédé à la démonstration officielle de l'utilisation du nouveau service Zap à l'agence Ecobank de Wadata. C'était en présence des autorités du Niger au nombre desquelles, la représentante de la première Dame Larba Tandja, le Secrétaire Général du ministère de la Communication Intakarbayat Almouden, le représentant du Directeur

Général de Zain Niger, M. Louis LUBALA est une preuve que le groupe Zain est décidé à offrir davantage des services qui rendront merveilleux la vie des clients. Le commerce mobile a le potentiel d'accroître le flux monétaire en rendant le transfert de petites sommes plus facile, dira par la suite le DG.

Le représentant d'Ecobank a expliqué à son tour, les opportunités que ce service apporte aux utilisateurs, avant d'annoncer à l'assistance que le Niger a privilège



La représentante de la première dame fait son premier avec Zap devant le Directeur de Zain Niger

Général d'Ecobank Niger et de plusieurs invités. Cette cérémonie sonne le glas d'une nouvelle ère dans l'amélioration et l'intégration des nouvelles technologies dans le système de communication au Niger. Le service Zap est une révolution et une sorte de démythification du transfert d'argent. C'est un service accessible à tous, il permet désormais aux clients quelques soient la taille de leur bourse, d'envoyer de l'argent en toute sécurité à leurs parents et à faible coût.

" Bienvenue dans le monde merveilleux de zain " ce slogan repris par le Directeur

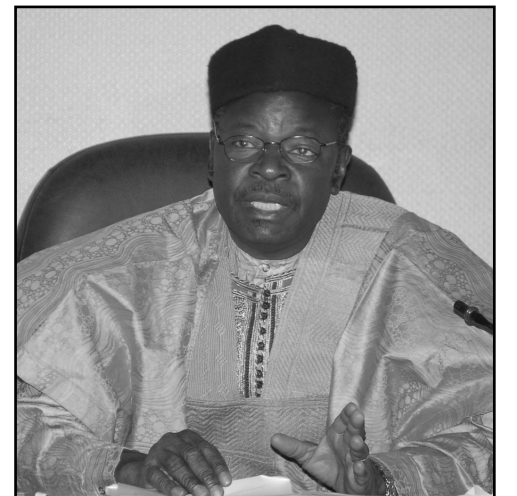
de bénéficier le premier en Afrique de l'ouest de ce service. Le responsable commercial de Zain a, pour sa part éclairé l'assistance en répondant aux multiples préoccupations des clients qui s'inquiètent notamment sur la procédure du service. Au terme de cette cérémonie de démonstration, les autorités présentes ont eu la possibilité de tester la fiabilité de Zap en achetant et en payant sur place à partir de leur portable. Bientôt le paiement des factures d'eau, d'électricité, d'essence, sera effectué par le Zap

Convention Démocratique et Sociale (CDS-Rahama)

Jusqu'à quand durera le vide chez les verts

Le mardi 5 janvier 2010, la Convention Démocratique et Sociale (CDS-Rahama) a célébré son dix-neuvième anniversaire dans l'anonymat et le plus grand désarroi. A bien voir la manifestation d'un type nouveau puisque, particulièrement méconnaissable, on est en droit de dire que le maître de lieu, est absent. Et pourtant tous ces lieutenants sont présents à chaque manifestation de la CFDR. Loin de donner raison à l'adage qui dit que " quand le chat n'est pas là la souris danse ", les responsables du parti ou du moins ceux qui secondent Nafako, ont laissé comprendre qu'il est le seul à galvaniser la troupe. Pourtant, c'est l'une des raisons qui pousse les partisans du CDS/Rahama a accusé le président Tandja de vouloir s'éterniser au pouvoir en se passant comme le seul capable de gouverner le Niger. Ce constat amer relance le débat sur la forme et la crédibilité des formations politique au Niger. Ils sont nombreux, ces partis politiques qui se

résumant au président du parti et à la continuité de son règne. Une



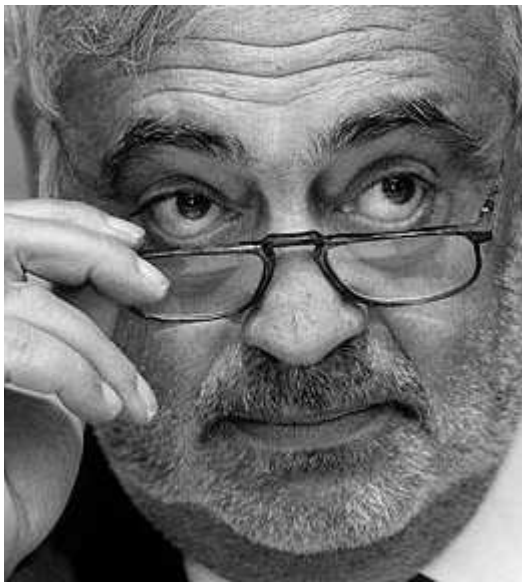
Mamane Ousmane, président CDS-Rahama

manière de rappeler que le Tazartché a toujours existé au sein des formations politiques nigériennes. L'absence de Nafako sonne la fin de la ferveur dont font montre les militantes et militants du parti vert.

L'indépendance d'une institution

Comment Seguin a redoré le blason de la Cour des comptes

L'homme politique français Philippe Séguin est décédé le 7 janvier. Quoi qu'on puisse penser des différentes positions qu'il a défendues lors de sa longue carrière politique ou même de ses amitiés politiques, il est indé-



Philippe Séguin

niable qu'il a été un grand serviteur de l'État français, et plus particulièrement des contribuables lors de son passage à la tête de la Cour des comptes depuis 2004. La disparition de cet homme politique atypique donne l'occasion de revenir sur le rôle crucial de la Cour des Comptes dans une démocratie et permet de s'interroger sur le futur de cette institution en France.

Si la démocratie est, selon les mots de Churchill, le " pire des régimes à l'exclusion de tous les autres ", c'est sans doute que le pouvoir politique, en dépit de la représentativité et de la séparation des pouvoirs, peut en réalité facilement s'y affranchir de tout contrôle sérieux, ce qui constitue une porte ouverte, entre autres, à l'explosion irraisonnée des dépenses publiques. Cette dernière est, selon la théorie du Public Choice, en partie due aux incitations des hommes politiques dans le " jeu démocratique ", qui peuvent avoir intérêt à dépenser s'ils veulent se faire réélire, et des bureaucrates, qui ont intérêt à faire gonfler la dépense publique pour " maximiser " la taille de leurs bureaux.

Par ailleurs, l'interventionnisme inhérent à la démocratie moderne génère classiquement des effets pervers qui vont être " corrigés " par ... de nouvelles interventions et de nouvelles dépenses pour le contribuable : l'interventionnisme appelle l'interventionnisme. Nul doute que la crise américaine sur les marchés immobiliers et du crédit hypothécaire deviendra un cas d'école en la matière.

Dans ce contexte, des garde-fous constitutionnels peuvent contribuer

à ralentir la croissance irraisonnée de l'État. La concurrence fiscale, en dépit de tout le mal qu'on en dit en France, est un de ces mécanismes : elle lie d'une certaine manière les mains du pouvoir. Le système de Cour des comptes, en aidant le Parlement (et sa Commission des finances) à contrôler les dépenses, peut aussi jouer ce rôle de garde-fou. Au Royaume-Uni le National Audit Office permet depuis longtemps de tenir des audiences durant lesquelles les décideurs publics sont publiquement critiqués pour la gestion de la chose publique. Voilà une incitation à une gestion plus éclairée et rationnelle de l'argent public.

En France, la Cour des Comptes n'a pas joué un rôle réellement important dans le contrôle de la dépense publique jusqu'à récemment. Créé en 1807, elle s'est en effet pendant longtemps cantonnée à publier des rapports annuels réservés à l'Assemblée qui n'en faisait rien. Mais l'arrivée de Philippe Séguin à la présidence de l'honorable institution va faire évoluer les choses. Depuis 2004 en effet non seulement la Cour des Comptes a commencé à certifier pour la première fois les comptes de l'Etat et de la sécurité sociale, mais elle a aussi réussi à assurer son indépendance vis-à-vis du Ministère des finances, la Cour des Comptes disposant désormais d'une ligne budgétaire indépendante dans la Loi des finances. Philippe Séguin étend le champ d'analyse de la Cour des comptes aux politiques publiques ; les rapports thématiques se multiplient. La Cour analyse désormais la manière dont ses recommandations sont appliquées par les administrations. C'est sous la présidence Seguin que le tout premier contrôle des dépenses de l'Élysée a été réalisé.

La fin de sa Présidence a d'ailleurs sans doute été marquée par un combat contre l'Élysée et son locataire actuel. Seguin n'hésite pas à défendre le minimum en termes de relance et de protection des banques, soucieux des possibles dérives en la matière. Surtout, après avoir révélé certaines dépenses exorbitantes de l'Élysée, c'est le coût du sommet de l'Union pour la Méditerranée qui est critiqué.

C'est aussi M. Seguin qui a proposé une réforme de rationalisation de la Cour des comptes elle-même. En effet, si les magistrats sont prompts à proposer des axes de réformes pour les autres administrations, ils sont plus frileux concernant leur propre réforme. Seguin a mené des

réflexions qui ont abouti au projet de loi récent sur la réforme des chambres régionales des Cours des comptes. Il souhaitait supprimer les 22 chambres régionales des comptes pour les regrouper en quelques chambres interrégionales.

Enfin, c'est sans doute avec fierté que M. Seguin a présenté le dernier rapport où la Cour des Comptes qui révèle que de 1980 à 2007 le nombre de fonctionnaires a augmenté en France au rythme de 36 % soit deux fois plus vite que la population, ce qui traduit un réel problème de la croissance irraisonnée du pouvoir politique en hexagone. Ce sont les collectivités territoriales qui ont le plus enflé, de manière logique d'ailleurs quand on considère le processus de décentralisation française dans lequel l'élément fondamental qu'est la responsabilité a été omis.

M. Seguin aurait pu faire encore mieux. D'abord, sans audiences publiques comme au Royaume-Uni, on est encore loin de l'idéal de transparence et d'efficacité.

L'indépendance de la Cour primait sur tout pour M. Seguin. De ce fait, il n'y a toujours pas de véritable organisme d'audit et de contrôle sous la coupe du Parlement : l'indépendance de la Cour se paie en efficacité, les responsables n'étant toujours pas sanctionnés.

Philippe Séguin rêvait pourtant d'une cour des comptes ayant un rôle aussi important que dans les pays anglo-saxons, son œuvre reste donc inachevée. Nicolas Sarkozy choisira-t-il un remplaçant qui continuera à scruter les comptes des administrations publiques de façon aussi méthodique et indépendante ? On peut espérer que le successeur de M. Seguin aille plus loin dans l'efficacité pour qu'enfin cette noble institution joue complètement son rôle.

Mathieu Bédard est analyste sur www.UnMondeLibre.org.
Publié en collaboration avec [UnMondeLibre.org](http://www.UnMondeLibre.org)

Crise politique

Le sacrifice peut sauver le Niger

"Aucun édifice sans véritable fondation n'est durable", nous enseigne la pratique. Cette maxime populaire explique l'alliance conjoncturelle des partis politiques et associations au sein de la Confédération des Forces Démocratiques pour la République (CFDR), avec l'avènement de tazarché. Si ce réflexe, peut justifier dans une certaine mesure, la volonté de défendre la démocratie, il peut aussi avoir valeur d'un opportuniste tout azimut.

Il a suffit d'une rumeur véhiculée sur une possible transition politique pour voir un désamour s'installer dans le camp de ceux qui crient sur tous les toits, être les Cowboys de la démocratie. Les protecteurs des idéaux occidentaux comme aiment bien les surnommés les défenseurs de la refondation, tentent en vain de se faire une image patriotique, mais à chaque étape, ils dévoilent leur

vraie face et voila qu' " on chasse le naturel, il revient au galop ". Il faut une dose d'enthousiasme pour le sauver du naufrage. Aujourd'hui, il y'a urgence, la démocratie nigérienne a besoin nécessairement d'une douche

Le Niger à besoin de tous ces fils quelques soit leur sensibilité, et si la refondation est si importante à Tandja, pourquoi ne pas s'asseoir et discuter. A la fin des comptes c'est le Niger qui sortira gagnant, il faut que les uns et les autres cessent de penser que ce qui vient de l'autre est mauvais.

Si chacun se met dans son coin à penser que l'autre à toujours tort, le Niger demeurera à la traîne. Il faut avoir le courage de tirer de l'impossible la meilleure part. Nous croyons que si tous les Nigériens se mettent ensemble, il peuvent faire de la refondation, le fondement de l'essor économique et social

ETABLISSEMENT

A.M.K

- ABONNEMENT ET LIVRAISON DES JOURNAUX PRIVÉS ET PUBLICS
- VENTE ET FOURNITURE DE MATÉRIEL DU BUREAU
- SIEGE : RUE DU CCFN-FACE COMMUNAUTE URBAINE
- RCCM/NIM/2008/A/1090
- NIF : 13331/P
- CEL : 96.56.36.26/ 94.63.72.84- NIAMEY-NIGER

Votre journal est acheminé à l'intérieur du pays par Air Transport

Air Transport, c'est la ponctualité, le Confort et la Sûreté!

Ouverture d'une nouvelle ligne Niamey-Cotonou-Niamey BP : 12 050 -Tel : 20.74.36.50 Fax : 20 34 01 43 Niamey-Niger



La santé

Clandestin, l'avortement met les filles en danger de mort

Au Sud-Kivu comme au Bas Congo, les jeunes filles qui ont des relations sexuelles précoces ont de plus en plus souvent recours à l'avortement pour ne pas être stigmatisées par la société. Mais cet acte, qu'elles croient à tort anodin, met souvent leur vie en danger et compromet leur avenir de mère.

"Le succès pour la fille d'Idjwi consiste à courir avec le maximum de garçons", regrette Pélagie M'Musole, une habitante de ce territoire insulaire au milieu du lac Kivu, à l'est de la RDC. De plus en plus de filles se retrouvent enceintes, surtout après les vacances scolaires. Beaucoup préfèrent avorter pour ne pas être stigmatisées par la société et avoir par la suite des difficultés à se marier.

"Mis à part le danger des infections sexuellement transmissibles contractées lors de ces relations non protégées, ces filles aux multiples partenaires sexuels ne savent plus à qui attribuer la grossesse qu'elles portent et elles se font donc avorter", explique Clovis Nyamurara, l'infirmier titulaire du centre de santé rural de Mugote. La loi congolaise réprime l'interruption volontaire de grossesse. C'est pourquoi "les filles avortent clandestinement, dans des institutions sanitaires pirates et de mauvaises conditions médicales", poursuit l'infirmier

Risque de mort

"Zemi eza liyanzi (la grossesse est une chique qu'on peut ôter sans problème, Ndlr)", estiment aussi les filles du Bas Congo qui avortent sans calculer les risques qu'elles encourent. Un médecin a été arrêté, fin novembre, à Matadi (ouest de Kinshasa) pour avoir fait avorter une fille de 13 ans, retrouvée inconsciente chez lui. Deux jours avant, une infirmière avait aussi été emprisonnée, car elle avortait des filles dans sa chambre à coucher quand son mari était absent de la ville. Sa dernière victime, qui avait perdu beaucoup de sang, a eu la vie sauve grâce à son transfert in extremis à l'hôpital. "L'âge de ces filles va de 12 à 16 ans. Selon les risques, elles paient entre 50 et 100 \$", rapporte la police.

Incapables de payer de telles sommes, des filles enceintes utilisent des produits pharmaceutiques ou des plantes médicinales. Selon Paul Wampulukila, adjoint-chef de centre du Service central éducation à la vie (Scev), "le manque d'éducation à la vie (sexuelle, Ndlr) des jeunes, la pauvreté, la réprobation sociale, la vente de médicaments abortifs à tous sans ordonnance médicale, l'échec des méthodes contraceptives sont les causes" de ces nombreux avortements.

A Idjwi aussi, les jeunes filles sont peu

informées des moyens contraceptifs et n'ont reçu aucune éducation sexuelle de leurs parents. Elles se font ainsi engrosser très jeunes (entre 14 et 18 ans) après être sorties avec des garçons pour l'argent et le plaisir sans se protéger. Les interdits religieux et les tabous liés à la sexualité exposent plus les jeunes villageoises plus suivistes et moins informées.

Stigmatisation sociale

Porter une grossesse hors mariage signifie l'opprobre pour ces filles et leur famille. "Comment aurais-je pu ne pas avorter moi qui tiens à mes études ? Et qu'aurais-je dit à mes parents ?", justifiait à son copain une étudiante du Bas Congo. Chez les insulaires polygames, pourvoient aux besoins de leurs épouses. "Non mariées, nous sommes sans revenu", explique une fille mère. Comme chaque fille tient à être la femme légitime de son mari, elles ne veulent pas avoir d'enfants hors mariage, poursuit M. M. qui a déjà interrompu deux grossesses.

Des mères n'hésitent pas à emmener de force leurs filles à l'hôpital pour les faire avorter afin de sauver l'honneur de celles-ci et leurs chances de trouver un mari. "Je voulais garder mon bébé. J'aurais préféré qu'on se moque de moi au lieu de le tuer", se révolte une fille de Matadi, âgée de 14 ans : elle ne supporte plus sa mère, une infirmière, qui lui a fait passer son enfant sur son lieu de travail après l'avoir endormi avec des somnifères.

Conscients que des avortements répétés ont des conséquences néfastes sur la fertilité de ces jeunes femmes, les responsables de l'éducation d'Idjwi ont introduit un cours "d'éducation à la vie" au programme scolaire. Les Églises ont suivi. "Nous nous occupons des enfants de 7 à 15 ans en insistant sur les bonnes traditions, le dialogue en famille", déclare l'abbé Floribert Toto, de la paroisse St Michel à Lwamarhulo.

Dans les centres de santé du Sud-Kivu, le personnel soignant fait la promotion des méthodes naturelles pour ne pas concevoir et donne des conseils sur l'utilisation des contraceptifs ou des préservatifs. Les institutions hospitalières gérées par l'Église catholique vulgarisent, elles, l'abstinence en période de fécondité. Des femmes et des jeunes filles vont au Rwanda voisin, où elles ne sont pas connues et où les produits abortifs sont plus disponibles. L'accès au Norplan, un implant contraceptif introduit sous la peau de l'avant-bras par une grosse seringue, actif entre six mois et cinq ans, y est plus rapide et elles peuvent s'y faire injecter du Depo-provera, un contraceptif à longue durée d'action (3 mois).

(Syfia Grands Lacs/RD Congo)
)Thaddée Hyawe-Hinyi et Alphonse Nekwa

Population

La misère fait de la résistance

Les habitants de certains villages du sud du Rwanda sont dans une misère sans nom : ils vivent dans des huttes où il pleut, ne mangent qu'un maigre repas par jour. Les autorités locales sont accusées de ne rien faire pour les aider et les empêchent de construire eux-mêmes leurs maisons.

Il est midi, l'heure de la rentrée des champs. Les agriculteurs de la cellule Ruvugizo à Gisagara au sud du Rwanda, houes sur les épaules, rentrent sous leurs toits de paille. Pas de fumée dans la vingtaine de huttes. "Nous ne mangeons que rarement ici", note une maman assise devant sa case. Contrairement à d'autres villages du pays, à la place de l'étable et de la cuisine, on ne voit dans l'enclos qu'un bâti en bois destiné au séchage des récoltes, qui supporte quelques kilos de manioc, qui attendent le mortier.

Cultiver toute l'année les champs des autres est le lot de nombre de ces démunis. Uzamukunda Béata, une divorcée, a la charge de sa mère et de son fils de 12 ans. Pour les nourrir, elle travaille les terres de voisins et reçoit 500 Frw (1 \$) par jour ou un kilo de haricots. Elle en trie les graines de bonne qualité pour la semence et consomme la mauvaise : "Un kilo de haricots au manioc, c'est que nous consommons pour trois jours", confie Béata. Les plus âgés attendent souvent leur nourriture de leurs enfants et petits-enfants. "Du riz et de la viande ! Je n'en mange jamais, même pas à l'occasion des fêtes comme Noël et la Bonne année. Où trouverais-je de l'argent pour m'en procurer ? Chez moi, tous les jours sont les mêmes, toujours sombres...", déclare Nyamvura Sara, une septuagénaire.

S'abriter sous un parapluie dans sa hutte

Cette pauvreté frappe surtout les femmes et des enfants. Les hommes qui gagnent un peu d'argent, au lieu de le partager dans la famille, le dépensent en alcool. Face à cette misère, la population crie fort que certains programmes destinés à les aider profitent plus aux nantis qu'à eux. Lors de la 7e rencontre du dialogue national, tenue en fin d'année, il a ainsi été dit que plus de 7 000 vaches du programme "Une vache, une famille", qui octroie une vache à chaque famille pauvre, ont bénéficié à des personnes aux revenus moyens et aux autorités locales.

"Ma maison s'est écroulée le mois passé à la suite des pluies torrentielles, mais les autorités locales ne m'ont pas encore aidé à en construire une autre. J'attends leur assistance puisque moi, je n'ai pas de moyens", explique une mère qui loge dans une

hutte et souhaite vivre sous un toit qui ne laisse pas passer la pluie. "Imaginez ! Il y a des familles qui, dans leur maison, doivent s'abriter sous des parapluies quand il pleut" s'exclame le maire du district de Bugesera, à l'est du pays, en appelant à la solidarité tous les habitants de sa région.

Difficile de construire

Ceux qui vivent dans ces huttes accusent les autorités d'être responsables de cette situation. Depuis 2005, en effet, pour protéger l'environnement, la fabrication des tuiles n'est autorisée qu'aux seules coopératives. "Nous sommes empêchés, bon sang ! Pas question de prendre l'argile, ni de couper le bois", se désole un habitant de Gisagara, qui dit que s'il y était autorisé, il pourrait construire sa propre maison avec son revenu journalier de 500 Frw : "Je peux me débrouiller seul avec les tuiles puisque les tôles sont très chères". "Jamais ! rétorque Karekezi Léandre, le maire de ce district. La fabrication des tuiles doit passer par les coopératives, ce qui nous évitera de gaspiller du bois et de l'argile et nous permettra de sauvegarder notre environnement". Et d'ajouter que ces personnes ne fournissent aucun effort : "Depuis une année, nous leur avons demandé d'élever les murs des maisons pour que nous puissions les soutenir pour la toiture, mais ils ne l'ont pas fait."

"À quoi bon vivre dans une maison à tôles sans rien à se mettre sous la dent", disent aussi certains habitants des ménages vulnérables du secteur Mukindo qui avaient bénéficié, en 2007, grâce à la Compassion (une Ong œuvrant dans la région) de maisons durables couvertes de tôles. Ils ont enlevé et vendu ces tôles pour acheter des tuiles. Le reste de l'argent, disent-ils, leur a servi, pour un temps, à se nourrir.

Le gouvernement prévoit que toutes les maisons en paille soient remplacées d'ici la fin de l'année 2010 par des habitations en matériaux durables.

Le taux d'extrême pauvreté dans ces régions du sud du Rwanda est estimé à 45 %. Les familles ont en moyenne quatre enfants, les terres sont acides, le fumier rare. Le gouvernement prévoit un Produit national brut par habitant (PNB) à 900 \$ pour 2020. Actuellement, il est d'environ 200 \$ au Rwanda, soit la moitié de celui de la Tanzanie et plus de 4 000 fois moins que celui des USA.

Jean de la Croix Tabaro (Syfia Grands Lacs/Rwanda)

**Lisez et faites lire votre journal
"LA SOURCE"**

L'enlèvement

Faut-il un renforcement militaire en Afghanistan ?

Début décembre dernier, le président Barack Obama a déclaré vouloir déployer 30.000 soldats américains supplémentaires en Afghanistan. Mais il a ordonné que l'augmentation des troupes soit accompagnée par une stratégie intégrée de sortie. On se souvient alors d'une déclaration faite au cours du conflit au Vietnam par un jeune John Kerry à la Commission des relations étrangères du Sénat : " Comment demandez-vous à un homme d'être le dernier homme à mourir pour une erreur? "

L'erreur commise au Vietnam - comme en Afghanistan - est le postulat erroné répandu par l'élite politique et militaire américaine que ces pays représentent un intérêt vital pour la sécurité nationale américaine. Les décideurs oublient que Al-Qaïda a attaqué l'Amérique le 11 septembre, et à moins que le Pakistan ne fasse un effort conséquent pour s'occuper du sanctuaire d'Al-Qaïda de son côté de la frontière, la campagne américaine massive et extrêmement coûteuse de construction de la nation afghane restera inutile.

La dernière offensive du Pakistan dans le Sud du Waziristan a montré que l'armée pakistanaise n'a pas l'intention d'aller chercher les talibans afghans, et encore moins Al-Qaïda. Le Pakistan a des objectifs très différents en Afghanistan. Cela signifie qu'il n'y aura pas de stabilité en Afghanistan et au Pakistan avant qu'Islamabad ne réalise que l'avenir de sa sécurité ne réside pas dans le financement secret de relais islamistes. C'est une question qui doit être résolue diplomatiquement, pas militairement. Et tout dialogue doit se pencher sur l'influence croissante de l'Inde en Afghanistan, que le Pakistan a toujours considéré comme son arrière-cour.

Il semblerait que les décideurs américains ne peuvent offrir aucune incitation suffisante pour convaincre le Pakistan de renoncer à son soutien aux relais avec lesquels il s'est associé depuis trente ans. Ensuite, alors que les drones américains bombardent dans les zones tribales du Pakistan et ont tué un certain nombre d'agents de grande valeur d'Al-Qaïda, ils ont également renforcé la base de soutien à Al-Qaïda chez les pachtounes et ont radicalisé les forces djihadistes que l'Amérique cherche justement à défaire.

Que la raison d'être de prolonger l'opération soit d'éradiquer Al Qaïda, de gagner en facilité d'accès aux réserves énergétiques de l'Asie centrale, ou d'améliorer le sort du peuple afghan, le peuple américain ne semble plus adhérer. Une partie substantielle du public américain est contre l'envoi de troupes supplémentaires, comme la majorité écrasante des démocrates au Congrès et même un certain nombre d'éminents conservateurs. Pourquoi ? En partie parce que ces patriotes américains se rendent compte que des soldats courageux et hautement qualifiés ne sont pas formés pour être des bâtisseurs de nation ou des policiers. Ces critiques notent également, dans le contexte de la récession économique actuelle, que si les Talibans et Al Qaïda ne peuvent pas détruire les États-Unis, les dépenses américaines inconsidérées le peuvent. Comme le note le Forum indépendant :

" Les Etats-Unis affichent un déficit budgétaire de 1,4 milliards... la dette nationale a maintenant dépassé le cap des 12

milliards de dollars ... La guerre en Afghanistan a déjà coûté environ 250 milliards de dollars et ne cesse d'augmenter ... [et] depuis qu'Obama a été élu, le dollar américain a perdu environ 10% de sa valeur, et il se rapproche de son record du niveau le plus faible de tous les temps atteint au début de 2008. Depuis 2002, le dollar américain a chuté d'environ 37% ".

Sans doute l'aspect le plus troublant de la guerre américaine, et ce, indépendamment de l'absence d'objectifs clairement définis et réalisables, est-il le manque de soutien public à l'intérieur. Le moral de tous les militaires volontaires chutera si le soutien populaire continue de décliner. Si le deuxième renforcement des troupes en Afghanistan sous Obama doit s'avérer similaire à celui réalisée en Irak (un envoi rapide de troupes américaines puis un retrait très lent), alors comme le jeune John Kerry l'a déjà souligné il y a plus de trente ans, le président américain demande en réalité à des milliers de jeunes hommes et de jeunes femmes en uniforme de sacrifier leur vie pour une occupation que lui-même n'a pas acceptée pleinement et déjà qualifiée d'erreur.

La sécurité américaine n'est pas en jeu en Afghanistan. En tant que conseiller à la sécurité nationale du président, le Général James Jones, a noté en Octobre, " la présence d'Al-Qaïda [en Afghanistan] est très affaiblie. Le montant maximum est inférieur à 100 personnes opérant dans le pays, aucune base, aucune capacité de lancer des attaques ni sur nous ni sur nos alliés ". L'Amérique n'a pas besoin de 130.000 soldats pour chasser 100 combattants d'Al-Qaïda. Et comme le note Paul Pillar, du Bureau National des Renseignements pour le Moyen-Orient entre 2000 et 2005, les préparations les plus importantes pour les attentats du 11 Septembre 2001 " n'ont pas eu lieu dans des camps d'entraînement en Afghanistan, mais plutôt dans des appartements en Allemagne, des chambres d'hôtel en Espagne et des écoles de pilotage aux Etats-Unis ".

Non seulement rester en Afghanistan n'est pas une condition préalable pour protéger l'Amérique, mais le prolongement de cette occupation est susceptible de ternir sa réputation, porter atteinte à sa sécurité, et d'éroder son bien-être économique, plus que ne le ferait une politique efficace se limitant à viser Al-Qaïda. Combien de soldats des Etats-Unis et de l'OTAN sacrifieront leur vie pour le gouvernement central impopulaire et inefficace de l'Afghanistan ? Combien de centaines de milliards de dollars du Trésor US empruntés demandera-t-on aux contribuables américains de financer ?

Quel est l'objectif stratégique réel de rester en Afghanistan ? Et les politiques sont-ils honnêtes quand ils disent que c'est pour le peuple de l'Afghanistan ou par nécessité de vaincre Al-Qaïda ? Compte tenu des justifications toujours plus faibles de poursuivre la guerre, on peut se le demander.

Malou Innocent est analyste au Cato Institute à Washington DC. Publié en collaboration avec UnMondeLibre.org

Le droit de vote

Les femmes se mobilisent pour peser sur les élections

Depuis près d'un mois, les Burundaises viennent en masse retirer leur carte d'identité, nécessaire pour voter. Elles sont bien décidées à faire entendre leur voix et leurs revendications lors des élections générales de mai prochain.

Le gouvernement a repoussé au 22 janvier la campagne d'attribution gratuite



Le geste civique

de la carte nationale d'identité. Cette dernière a débuté le 21 décembre dans le cadre du processus électoral. Seuls les Burundais qui ont cette carte pourront être recensés et voter. Cette campagne, appuyée par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et qui devait durer 2 semaines, a connu une forte affluence.

Les habitants se sont présentés très nombreux, au moins un million d'entre eux n'avait pas de carte. L'obtention de ce précieux document met un coup d'arrêt à leur vie en clandestin. Une reconnaissance légale à laquelle les femmes sont particulièrement attachées pour pouvoir notamment se faire entendre lors des élections qui commencent en mai prochain.

Selon les données partielles du ministère de l'Intérieur, 80 % des demandeurs de la carte nationale d'identité, hier encore relativement coûteuse (au moins 2 000 Fbu, 2 \$), sont des femmes. "Recluses dans une vie de champ et d'arrière-cour, elles sentent soudainement le besoin d'en avoir une", constate Judith Bigirimana, membre d'une association féminine en province de Bubanza, à l'ouest du Burundi.

Électriciennes motivées

Les femmes n'ont pas attendu la sensibilisation menée par l'administration et les associations féminines pour se mobiliser. Dans la capitale, où elles font du petit commerce, elles se sont passées l'information de la prolongation des délais. Dans les collines, ce sont les radios et l'administration qui essaient de toucher les gens. Certains, en effet, ne sont toujours pas au courant. Assise à même le trottoir jouxtant les bâtiments de l'Office national des télécommunications, visiblement harassée par une longue journée d'attente, une maman vendeuse de mangues appelle les derniers clients. Ce soir du 11 janvier, elle se relève péniblement, accablée par la fatigue et le surpoids, pour partir avec son panier à moitié plein. D'une voix vigoureuse, malgré la déception causée par les faibles rentrées du jour, elle interpelle sa compagne, marchande de tomates : "Amida, passons demain à la commune pour la carte d'identité ; c'est important pour

notre avenir."

Elles sont nombreuses à attendre dans des files interminables, devant les bureaux communaux. "Renoncer à la carte, c'est renoncer à la nationalité et à tous les droits auxquels elle donne accès... Le droit de vote surtout", insiste Jacqueline Sebahene, du sud de Bujumbura. Certaines commerçantes en sont persuadées, la carte leur donnera une existence légale et leur permettra d'être mieux traitées. "Pas comme des étrangères, des détritiques jetés n'importe où et que des policiers indisciplinés piétinent jusqu'à les écraser", dénonce Eugénie, la gorge serrée.

Les prochaines élections générales, qui débutent le 21 mai par les communales pour se terminer le 7 septembre par les collinaires, sont en tout cas considérées par ces commerçantes comme une urgence pour changer le sort que des gouvernants leur ont façonné en les consultant rarement, au cours des cinq dernières années. Inutile d'aller dans les meetings ! Ceux qui auront besoin de leurs voix devront aller voir au marché. Inutile de brandir son appartenance ethnique ou politique pour être élu ! "Nous sommes nombreuses et n'avons qu'un seul parti politique, une seule ethnie : le commerce qui nourrit nos enfants. Nous voterons en faveur des candidats qui auront formellement promis de créer de meilleures conditions pour l'exercice de notre activité", explique Fabiola Nzeyimana, vendeuse ambulante de pages.

Revendiquer leurs droits

À moins de cinq mois des élections générales, la question des droits des femmes nourrit les débats des hommes politiques et des associations féminines. De ces discussions, il ressort que l'égalité des genres reste un combat à mener au Burundi tant les femmes y sont encore inféodées à l'autorité masculine. Pour Onésime Nduwimana, le porte-parole du parti au pouvoir, le CNDD-FDD (Conseil national pour la défense de la démocratie-Forces de défense de la démocratie), "ce n'est pas en deux ou trois ans qu'on peut changer la mentalité". Il ajoute que la lutte pour les droits des femmes doit concerner tous les Burundais.

Si, dans la capitale, des femmes d'affaires ont fini par obtenir un droit de regard sur leurs biens, les femmes rurales dénoncent le fait de ne pouvoir gérer elles-mêmes le fruit de leur dur labeur. Venue de Bujumbura rural, Gertrude explique qu'elle votera en faveur des leaders qui leur concéderont cette juste prérogative.

L'association féminine Dushirehamwe vient de publier une étude sur les besoins des femmes. Les 12 000 d'entre elles interrogées regrettent toutes de ne pas avoir de biens propres à gérer. Si elles parviennent à aller aux urnes, ce qui n'est pas évident, car les hommes les en empêchent parfois, les Burundaises pourraient faire changer la situation. Avec la carte d'identité, elles disposent en tout cas d'un nouvel atout de poids...

Jacques Bukuru



Bien plus qu'un simple téléphone.

A partir de votre téléphone : envoyez et recevez de l'argent, payez vos achats et vos factures, effectuez des transactions bancaires et bien plus encore !

Zap

Kudi na a Salula

Comment activer votre compte ?

Envoyez le mot Zap au 600 pour activer votre puce Zain.

Comment s'inscrire ?

Rendez vous dans un centre Zain ou dans un point de vente Zap.

Inscription gratuite.